



ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE DU BASSIN DU LOT

297 Rue Saint Géry

46 000 CAHORS

Version du 24 novembre 2015

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELECTUELLES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles 26 II et 28 du code des marchés publics

Etude pour la mise en place d'une nouvelle gouvernance
à l'échelle du bassin versant du Lot
à travers la constitution des nouveaux statuts de l'EPTB Lot

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Sommaire :

ARTICLE 1 : CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE.....	3
1.1. Contexte :	3
1.2. Problématique :	4
ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ETUDE	4
ARTICLE 3 : CONTENU DE L'ETUDE	4
3.1. Phase 1 : Analyse de l'organisation actuelle du territoire au regard de la nouvelle compétence GEMAPI et des autres actions de l'Entente :	5
3.2. Phase 2 : Mise en place de la gouvernance sur le bassin versant du Lot :	6
3.3. Phase 3 : Déclinaison opérationnelle des choix de scénarii :	6
ARTICLE 4 : PILOTAGE DE L'ETUDE	7
4.1. Suivi et pilotage de la prestation :	7
4.2. Réunions de concertation, de validation et de restitution :	8
4.3. Documents à remettre :	8
ARTICLE 5 : DUREE DE L'ETUDE	8
ARTICLE 6 : PRESENTATION DES OFFRES	8

PREAMBULE

A la suite des récentes lois adoptées par le Parlement (MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRe du 7 août 2015) et des directives européennes, de nouvelles gouvernances sont à envisager pour la gestion de l'eau.

L'Entente Interdépartementale du bassin du Lot, se voit, de par la Loi, dans l'obligation d'évoluer en syndicat mixte afin de pouvoir conserver le label EPTB et poursuivre ses actions (Prévention des inondations, continuité écologique, soutien des débits d'étiages...).

En parallèle, l'association pour l'aménagement de la vallée du Lot partenaire incontournable de l'Entente et initiateur dès 1969 de la démarche de gestion intégrée sur le bassin du Lot a décidé de prononcer sa dissolution et de travailler aux côtés de l'Entente à l'élaboration de ses nouveaux statuts. La nouvelle structure, devra donc associer, au-delà des seuls départements, les autres collectivités du bassin exerçant des compétences dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques, la prévention des inondations et l'ensemble des usagers du bassin.

ARTICLE 1 : CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

Pour l'Entente, plusieurs principes doivent guider la démarche pour que tous les sous bassins soient étudiés et que tous les usagers locaux puissent s'exprimer :

- **Solidarité amont aval** entre les territoires et les acteurs sur l'ensemble du bassin
- **Ecoute la plus large des attentes des acteurs du bassin**
- **Respect des politiques locales portées sur de nombreux sous bassins.**

1.1. Contexte :

1.1.1. Géographique

Le bassin versant du Lot concerne :

- 4 régions : Languedoc Roussillon, Auvergne, Midi-Pyrénées et Aquitaine
- 8 départements : Lozère, Aveyron, Cantal, Lot, Lot et Garonne, Dordogne, Tarn et Garonne et Haute Loire

Sur ces 8 départements, 5 sont membres statutaires de l'Entente : Lozère, Aveyron, Cantal, Lot, Lot et Garonne. **Plus de 98 % de la surface du bassin versant** sont couverts par les départements membres garantissant ainsi la cohérence hydrographique du périmètre d'intervention statutaire de l'Entente.

1.1.2. Institutionnel

L'Entente Interdépartementale du Bassin du Lot, constituée en 1980 par délibérations concordantes des Conseils Généraux des cinq départements est un établissement public. Depuis février 2011 elle a été reconnue en tant qu'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB).

Elle est organisée autour d'un Conseil d'Administration composé de 25 membres titulaires (et 25 suppléants) soit 5 représentants de chaque Conseil Départemental. Par ailleurs, elle dispose également d'un Bureau qui délibère sur toutes les questions pour lesquelles il a reçu délégation du Conseil d'Administration.

Ses missions concernent :

- la gestion équilibrée de la ressource en eau,
- la prévention des inondations
- la restauration de la continuité écologique
- le développement économique et touristique

1.2. Problématique :

➡ Un contexte réglementaire qui a évolué depuis la mise en place de la loi MAPTAM en janvier 2014. La présente étude devra à minima tenir compte des évolutions réglementaires suivantes :

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de « Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles » qui induit de nouvelles dispositions législatives et notamment le portage de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations)

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

- Décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

- Décret n°2015-1038 du 20 août 2015 EPTB/ EPAGE

➡ Un EPTB qui a une spécificité « tourisme - aménagement du territoire » et qui doit, dans sa nouvelle forme pouvoir continuer à promouvoir la destination touristique « vallée du Lot » et assurer la mise en œuvre de programmes interrégionaux (nationaux et européens) d'aménagement et de développement du territoire.

L'étude devra aussi s'inscrire dans la perspective de l'évolution des structures à l'échelle du bassin du Lot et notamment :

- la dissolution de l'association pour l'aménagement de la vallée du Lot, faisant office, de par sa composition de « parlement de l'eau du bassin versant »
- la nécessaire évolution de l'Entente interdépartementale du bassin versant du Lot en syndicat mixte.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ETUDE

La prestation demandée a pour objet d'accompagner l'Entente dans la définition d'une gouvernance, et l'organisation administrative associée, pour la gestion des eaux, des milieux aquatiques et la protection contre les inondations à l'échelle du bassin du Lot. Les missions promotion de la destination vallée du Lot/Aménagement du territoire feront l'objet d'une approche particulière. De même le prestataire devra prendre en compte la démarche engagée par l'entente Lot sur les inondations (Programme d'actions de prévention des inondations).

Elle apportera tous les éléments nécessaires d'aide à la décision politique pour :

- définir une **gouvernance** adaptée au territoire ;
- proposer une **organisation administrative et technique** cohérente ;
- proposer une **gestion financière** réaliste et adaptée aux enjeux.

Elle sera fondée sur un travail en étroite collaboration avec les structures de gestion de l'eau du territoire tout en intégrant également les acteurs impliqués sur les actions hors GEMAPI.

ARTICLE 3 : CONTENU DE L'ETUDE

Au regard de l'analyse poussée de la structuration actuelle du territoire :

- L'étude définira quelles compétences devront être transférées et ou déléguées aux EPCI et à l'EPTB; en particulier sur la problématique des inondations (Cf programme d'actions et de prévention des inondations porté par l'entente Lot et problématique des maîtrises d'ouvrages liées aux zones d'expansion de crues)
- Elle intégrera dans son analyse les spécificités de l'Entente : soutien des étiages, programme interrégional vallée du Lot, promotion touristique...

- Elle apportera tous les éléments nécessaires d'aide à la décision politique pour permettre le choix d'une forme juridique adaptée aux enjeux du bassin et aux obligations réglementaires issues des récentes évolutions législatives;
- Elle précisera les modalités juridiques, administratives et financières pour sa mise en œuvre.
- Elle proposera la ou les solutions possibles afin de conserver le label EPTB.

La prestation est organisée en 3 phases.

3.1. Phase 1 : Analyse de l'organisation actuelle du territoire au regard de la nouvelle compétence GEMAPI et des autres actions de l'Entente :

A partir de l'état des lieux des structures existantes ayant une compétence GEMAPI (cf cartes en annexe), recueillir les attentes des acteurs locaux et identifier les besoins :

- sur l'ensemble du territoire en s'appuyant sur l'Agence de l'eau, les 5 Préfectures (DDT) et les 5 Conseils départementaux
- sur des secteurs précis du bassin pour s'appuyer sur 5 cas concrets.

La prise en compte de la spécificité de l'Entente à travers les autres actions quelle porte devra aussi être intégrée afin que la future structure puisse avoir les compétences nécessaires à la poursuite de ces actions : gestion des étiages, portage de programmes spécifiques au niveau national et européen (tourisme, promotion...), animations diverses au niveau interrégional...

Cette vision globale des enjeux doit amener les acteurs de la démarche à une vision partagée des objectifs de la future structure de gouvernance.

3.1.1. Organisation en place et GEMAPI

L'analyse portera sur la structuration et l'organisation des structures en place en charge de la gestion de l'eau.

A partir de cet état des lieux, il sera demandé une analyse globale par type de collectivité (communauté de communes, communauté d'agglomération, syndicat de rivière) précisant sur la GEMAPI :

- les compétences GEMAPI et hors GEMAPI
- les compétences rendues obligatoires par les nouvelles dispositions législatives,
- les compétences facultatives
- les compétences transférables de droit
- les compétences transférables à la carte soit à un EPCI soit à l'EPTB
- le calendrier de réalisation de ces adaptations
- les responsabilités juridiques découlant de la prise de compétence GEMAPI

Ces fiches outils générales permettront de fournir des indications à chaque échelon territorial. Il ne s'agit pas ici de faire une analyse individualisée mais bien de donner par type de structure les évolutions obligatoires engendrées par les différentes lois votées.

Concernant le label EPTB, un point sera fait sur les différentes conditions de maintien du Label actuel pour la nouvelle structure après analyse des textes législatifs et réglementaires.

3.1.2. Une nouvelle gouvernance : attente et besoins

Le prestataire interrogera directement une liste de structures représentatives qui lui sera remise afin d'identifier leurs besoins et leurs attentes vis-à-vis de l'EPTB Lot (au moins les 3 syndicats mixtes du bassin, 1 communauté d'agglomération, 1 communauté de communes),

Il consultera aussi à minima : le Président de l'association pour l'aménagement de la vallée du Lot et certains de ses membres représentatifs afin de recueillir les attentes des usagers de la rivière, ainsi que les 5 conseils départementaux concernés, l'agence de l'eau, les 5 DDT...

Cette approche doit permettre, dans le cadre de la structuration de la gouvernance à l'échelle du bassin versant du Lot:

- pour les actions relevant de la GEMAPI : d'identifier les logiques d'acteurs (relations entre acteurs, intérêts convergents, divergents, ...) et la problématique des territoires « orphelins » en proposant une approche spécifique,
- pour les actions spécifiques de l'Entente ne relevant pas de la GEMAPI (cf détail en annexe) d'identifier les logiques d'acteurs et les intérêts convergents justifiant une mutualisation des actions et des moyens

Le prestataire est libre de proposer toute autre méthode lui semblant adaptée.

Les questionnaires ou les trames d'entretiens utilisés devront être validés en amont par le comité de pilotage de l'étude.

3.2. Phase 2 : Mise en place de la gouvernance sur le bassin versant du Lot :

En tenant compte de l'existant et à partir des besoins identifiés, le prestataire proposera plusieurs scénarios d'organisation possibles de la gestion du grand cycle de l'eau (fusion ou création de structures...) au niveau du bassin versant du Lot. Ces scénarios seront ensuite traduits de manière opérationnelle dans l'organisation de la future structure de l'entente.

Il présentera plusieurs hypothèses sur les domaines GEMAPI et hors GEMAPI, en développant en particulier les éléments suivants (non exhaustifs) :

- les compétences et missions potentielles (obligatoires et facultatives);
- les conséquences juridiques pour chaque compétence transférée ou déléguée
- les conditions d'exercice de prestations type d'assistance à maîtrise d'ouvrage ...

A l'issue de cette phase, le comité de pilotage sélectionnera 1 à 2 scénarii les plus pertinents qui auront vocation à être étudiés plus en détails dans la phase 3

3.3. Phase 3 : Déclinaison opérationnelle des choix de scénarii :

Suite à la validation du ou des scénarii de gouvernance par le comité de pilotage, le prestataire définira les modalités concrètes de mise en place de la structure de gestion retenue et établira l'échéancier de mise en place de la structure dans la forme retenue.

3.3.1. La phase de transition :

Le candidat devra présenter les différentes alternatives possibles sur le devenir de l'Entente et sa labellisation EPTB. Pour chaque proposition (transformation, dissolution...) il devra présenter les conséquences juridiques, financières et salariales (personnel titulaire ou non).

Il devra rédiger pour le compte de l'Entente tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la procédure choisie.

3.3.2. L'Organisation administrative

Il détaillera les éléments nécessaires au fonctionnement général de la structure au regard de ses nouvelles compétences :

- les compétences et missions retenues pour la nouvelle structure ;
- les membres adhérents et les règles de représentation ;
- l'organisation administrative et technique (personnel, ...) ;
- les ressources financières
- les différents types d'adhésion et/ou de partenariat possibles
- l'organisation de la représentativité territoriale ;
- les moyens humains et matériels nécessaires ;
- l'organisation administrative (siège de la structure, type de présidence, etc.) ;

3.3.3. L'Organisation financière

Au vu des compétences transférées, ou déléguées, le candidat devra proposer différentes clés de répartition financière. La mise en œuvre des sources de financement proposées par la Loi (Taxe GEMAPI) sera explicitée.

A l'issue de cette phase, le prestataire proposera **la rédaction des statuts** de l'Entente Lot aux regards de la législation et la réglementation en vigueur ainsi que des attentes du territoire sur cette nouvelle gouvernance.

3.3.4. Accompagnement dans la démarche de mise en place de la structure de bassin

Sur la base du scénario validé par le comité de pilotage, et après validation par le conseil d'administration de l'Entente le prestataire accompagnera la démarche :

- de dissolution le cas échéant de l'Entente Lot (EPTB Lot)
- de mise en place de la structure (préparation du règlement intérieur, définition des principes de répartition des charges financières, rédaction des délibérations de création de la structure...).

Il produira, en soutien aux futures collectivités adhérentes les modèles de délibération d'adhésion, de transfert ou de délégation de compétences...

ARTICLE 4 : PILOTAGE DE L'ETUDE

4.1. Suivi et pilotage de la prestation :

Le suivi de cette mission sera assuré par :

4.1.1. Un comité technique (COTECH) composé :

- Directrice de l'Entente Lot
- Directeur du Syndicat Mixte Lot/Dourdou
- Directeur du Syndicat Mixte Rance/Célé
- Directrice du Syndicat Mixte Lot aval
- Agence de l'Eau Adour Garonne
- 1 représentant de chaque DDT concernées
- le directeur général des services (ou son représentant) de chaque conseil départemental concerné
- un représentant de la communauté d'agglomération du Grand Cahors,
- un représentant de la communauté de communes Lot et Vignobles,
- un représentant des communautés de communes du pays de Saint Flour, de Decazeville, de l'Argence
- un représentant du Syndicat mixte de la Diège,
- un représentant de chaque PNR concerné,

.....

Le comité technique aura pour vocation d'assurer le suivi technique de l'étude

4.1.2. Un comité de pilotage (COPIL) composé :

- du Président de l'Entente maître d'ouvrage de l'étude, ou son représentant
- des membres du Bureau de l'Entente représentant les 5 conseils départementaux
- d'un représentant de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne,
- 1 représentant de chaque DDT concernées
- du Président du Syndicat Mixte Lot/Dourdou
- du Président du Syndicat Mixte Rance/Célé
- du Président du Syndicat Mixte Lot aval
- du Président de la communauté d'agglomération du grand cahors,
- du Président de la communauté de communes Lot et Vignobles,
- des Présidents des communautés de communes du pays de Saint Flour, de Decazeville, de l'Argence,
- du Président du syndicat mixte de la Diège,

Le comité de pilotage aura pour vocation de valider les différentes étapes clefs du processus et faire les choix stratégiques.

4.2. Réunions de concertation, de validation et de restitution :

Pour les réunions avec le comité de technique, le prestataire prévoira au moins :

- 1 réunion de démarrage
- 1 réunion par phase

Pour les réunions avec le comité de pilotage, le prestataire prévoira 1 réunion de validation à l'issue de chaque phase

Une réunion de présentation finale devant le conseil d'administration de l'Entente

5 Réunions (1 par département) de restitution et présentation de la nouvelle organisation

4.3. Documents à remettre :

Le prestataire devra remettre les documents suivants :

- un rapport de synthèse à l'issue de chaque phase, comprenant notamment des fiches synthétiques par type de structure,
- notes synthétiques de communication et présentation informatique à l'issue de chaque phase, à usage des différentes instances.
- Les documents intermédiaires seront remis aux membres des comités par voie informatique au moins 10 jours avant chaque réunion.
- Les versions finales seront remises sur support informatique à chaque membre du comité de pilotage.
- 1 exemplaire papier de la version approuvée sera remis au maître d'ouvrage

ARTICLE 5 : DUREE DE L'ETUDE

Cette mission se déroulera sur une période de : 8 mois à compter de janvier 2016.

ARTICLE 6 : PRESENTATION DES OFFRES

Le bureau d'études produira un devis global détaillé phase par phase incluant toutes les dépenses liées à la réalisation de la mission.

Il présentera également une note méthodologique et détaillera les temps passés par phase.

Il précisera le coût unitaire de chaque réunion.

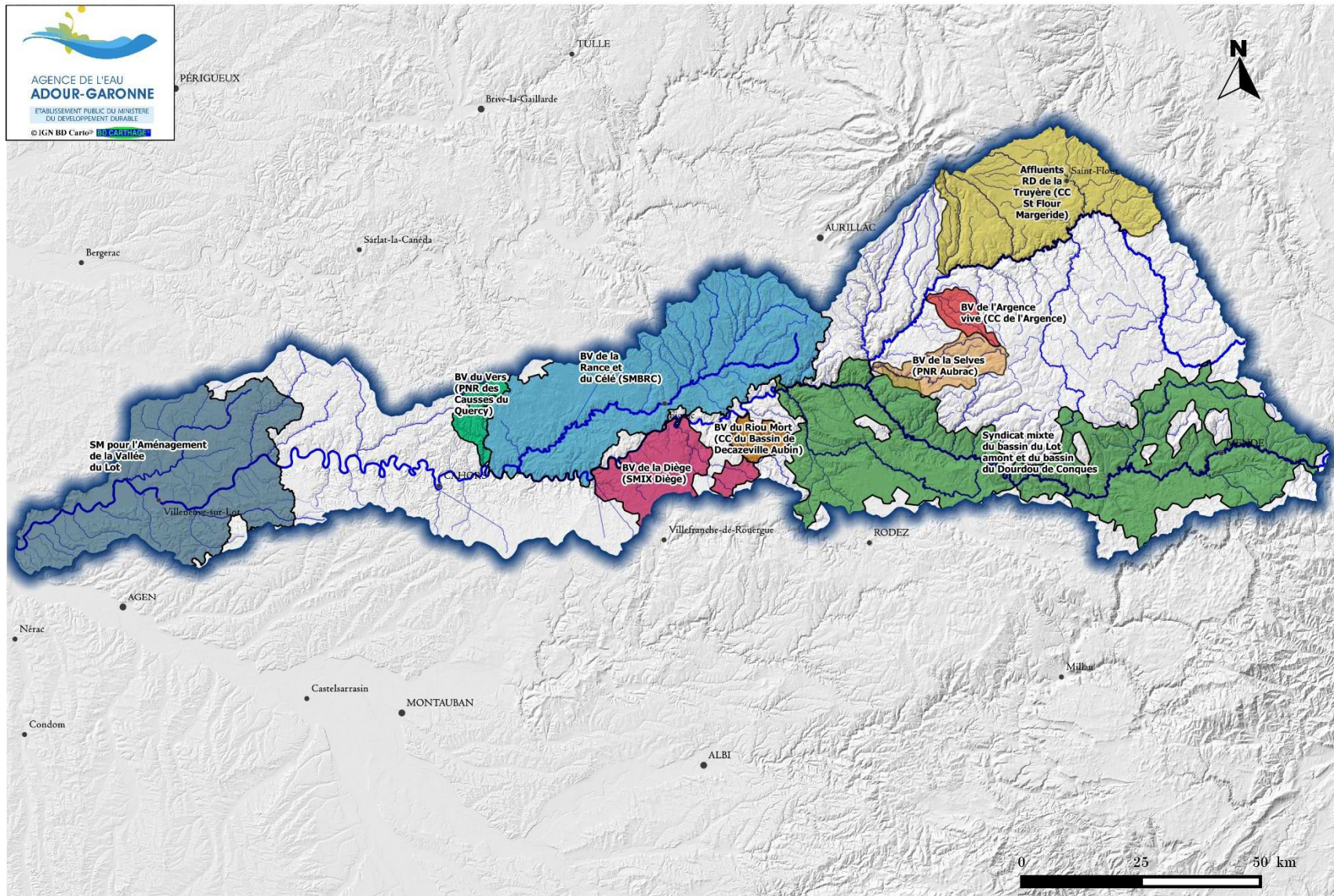
Date limite de dépôt des dossiers: le 16 décembre 2015

ANNEXES

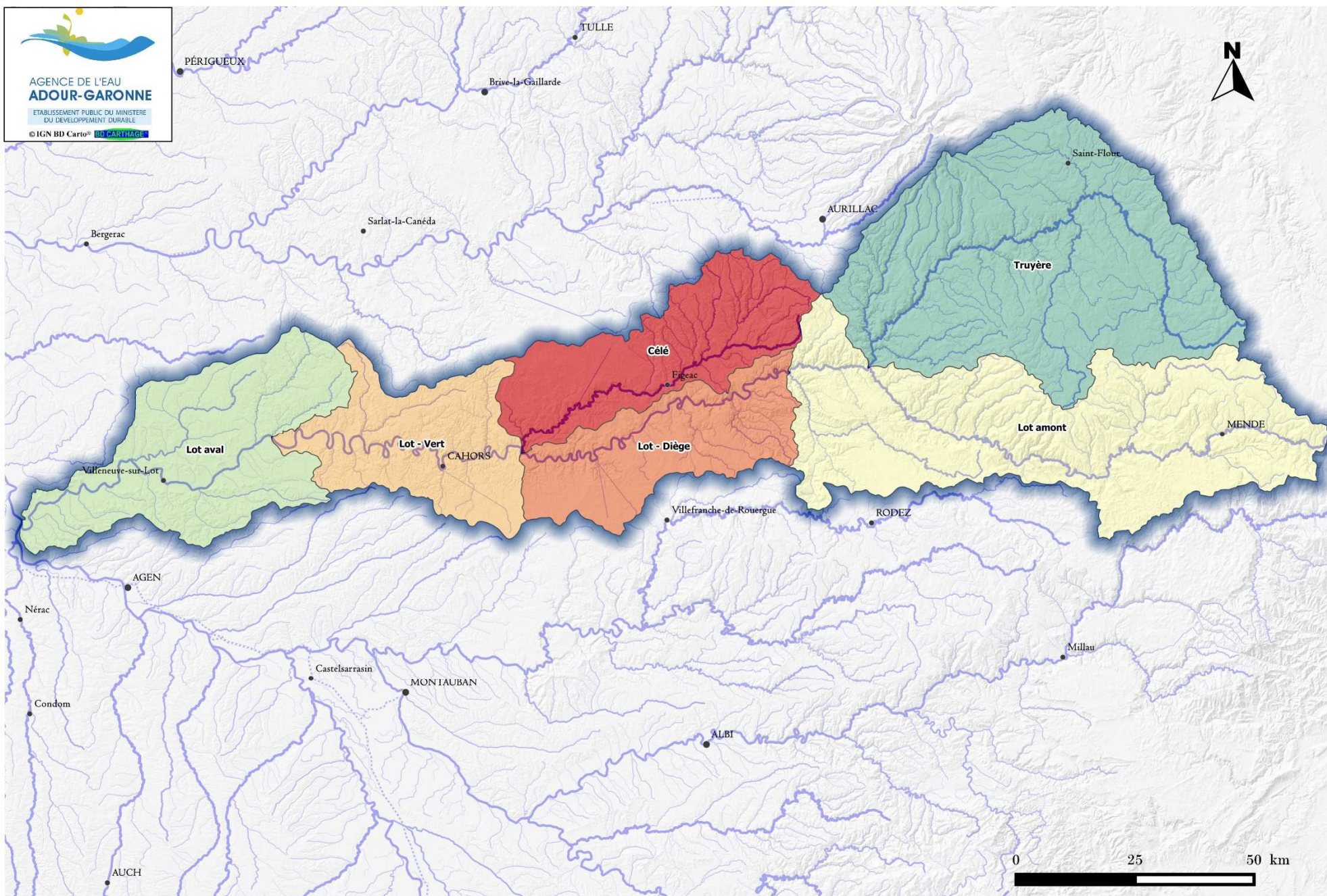
Eléments de contexte complémentaires

Cartographie

Gestion des milieux aquatiques - Commission territoriale Lot



Bassins versants projet Gemapi - Commission territoriale Lot



Historique

En 1969, l'Association pour l'Aménagement de la Vallée du Lot, regroupant les communes de la vallée mais aussi tous les acteurs privés (riverains, tous les usagers comme EDF, les pêcheurs, les navigants,) a été créée autour d'une ambition commune : faire de la rivière Lot l'élément fédérateur pour créer une dynamique socio-économique susceptible de freiner l'hémorragie démographique et maintenir le maximum de population sur les territoires. C'est à son initiative qu'a été lancée la première opération interdépartementale et interministérielle appelée « le Lot rivière claire ».

S'est ensuite posé le problème des étiages du Lot et le projet de construction d'un barrage de réalimentation à Saint Geniez d'Olt a été envisagé. L'association, ne pouvant être maître d'ouvrage, ce sont les cinq Départements traversés par la rivière Lot qui se sont réunis au sein d'une Entente Interdépartementale afin de pouvoir en assurer la construction.

L'objectif était de pouvoir, en période d'étiage, remettre de l'eau dans le Lot afin de répondre aux besoins des usagers de la rivière (irrigation, activités nautiques...). Ce projet ayant finalement été abandonné par EDF, une solution de substitution a été recherchée.

C'est ainsi qu'a été signé avec EDF, un protocole par lequel cette entreprise s'engage à mettre à disposition de l'Entente l'eau nécessaire pour le maintien à l'aval d'Entraygues d'un débit de 10m³/s complémentaire au débit réservé. Ceci correspond à un volume annuel maximum de 33 millions de mètres cubes mobilisables à partir des grands barrages hydroélectriques de la Truyère et du Lot.

Aujourd'hui encore, la réalimentation artificielle du Lot et sa gestion coordonnée par les acteurs de la vallée, sous l'égide de l'Entente, permet d'assurer le développement des différentes activités économiques tout en veillant au respect des exigences écologiques des milieux.

Pendant les périodes de sécheresse qui frappent chaque été notre pays, le Bassin du Lot est le seul qui ne connaît pas de problème particulier et grâce à ce dispositif, l'Entente assure d'une part aux agriculteurs de l'aval, l'eau nécessaire à l'irrigation de leurs cultures (essentiellement le maïs) et d'autre part aux prestataires touristiques, le niveau d'eau suffisant pour la pratique de leurs activités (canoë, navigation, baignade...).

A la suite de la mise en place de ce soutien des étiages, une réflexion s'est engagée au sein de l'Entente afin de mettre à profit l'élément fédérateur que constitue la rivière Lot et créer ainsi une dynamique socio-économique susceptible de freiner l'hémorragie démographique et maintenir le maximum de population sur notre territoire.

C'est ainsi que, devant le succès de la remise en navigabilité de la rivière dans le Département du Lot sur 64 kilomètres, l'Entente Interdépartementale opte pour une mise en valeur touristique dont la locomotive serait la réouverture de la rivière à la navigation de plaisance.

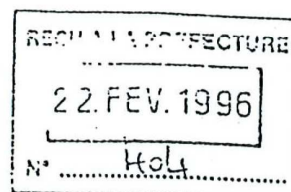
Statuts actuels et règlement intérieur de l'entente Lot

ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE DU BASSIN DU LOT

Etablissement public

LOZERE - AVEYRON - CANTAL - LOT
LOT ET GARONNE

Hôtel du Département - B.P. 291
46005 CAHORS CEDEX



ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE DU BASSIN DU LOT

STATUTS

TITRE I

OBJET GENERAL

Article 1er : l'Entente Interdépartementale du Bassin du Lot, constituée en 1980 par délibérations concordantes des Conseils Généraux des départements suivants : Lozère, Aveyron, Cantal, Lot et Lot et Garonne, est un établissement public, investi de la personnalité morale et de l'autonomie financière, régi par la Loi du 10 août 1871, modifiée (9 janvier 1930, 2 mars 1982 et 22 juillet 1982), par le décret n°83-479 du 10 juin 1983 relatif aux institutions départementales, et par l'article 65 de la Loi d'Orientation du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République.

Article 2 : elle a pour mission :

- en matière d'hydraulique, de compléter les études, de réaliser ou de faire réaliser la conception et la construction des ouvrages qui entrent dans le cadre du programme d'aménagement hydraulique qu'elle élaborera et enfin d'assurer ou de faire assurer l'exploitation et la gestion de ces ouvrages ;
- en matière d'économie et de tourisme, de promouvoir, développer et coordonner les activités par des actions d'animation et d'équipement ;
- en matière d'environnement, de mener toutes actions jugées utiles à sa sauvegarde et à sa mise en valeur.

Article 3 : le siège de l'Entente Interdépartementale est fixé à l'Hôtel du Département du Lot.

Article 4 : l'Entente Interdépartementale est créée pour une durée indéterminée. Toutefois, la dissolution de l'Entente peut être prononcée, soit par décret, sur la demande motivée de la majorité des Conseils Généraux représentant les départements associés, soit d'office, par décret en Conseil d'Etat, en cas de violation de la loi.

Le décret de dissolution détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles s'opère la liquidation des biens de l'Entente.

Article 5 : l'Entente Interdépartementale est administrée par un Conseil d'Administration composé des Présidents des Conseils Généraux intéressés et de Conseillers Généraux. Le Président est ordonnateur de l'Entente. Le Payeur Départemental du Lot en est l'agent comptable.

L'Entente Interdépartementale dispose d'un secrétariat, d'une *Cellule Administrative de Coordination*, et d'un *Comité Technique*.

Elle reçoit l'assistance technique des services compétents, des Départements, des Régions, de l'Etat, de la CEE ou de toute autre personne.

TITRE II

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 6 : le Conseil d'Administration de l'Entente Interdépartementale est composé de 5 Conseillers Généraux par Département élus en leur sein par les Conseils Généraux des Départements associés.

Les Conseillers Généraux sont élus après chaque renouvellement triennal des Conseillers Généraux.

En cas de vacance, le remplacement est assuré par un suppléant, élu dans les mêmes conditions que les titulaires.

Le Président de l'Entente et les 4 Vice-Présidents de l'Entente sont élus par le Conseil d'Administration au scrutin uninominal de façon à ce que chaque Département soit représenté.

Article 7 : le Conseil d'Administration détermine la périodicité de ses séances et le mode de convocation de ses membres.

Il se réunit en Assemblée ordinaire deux fois par an, sur convocation de son Président.

Il peut être convoqué en outre en session extraordinaire par son Président chaque fois que celui-ci le juge utile ou sur la demande du tiers au moins de ses membres.

Article 8 : il est tenu procès-verbal détaillé des délibérations. Les délibérations sont signées par le Président de l'Entente et le Secrétaire de l'Entente et copies sont adressées au Président du Conseil Général de chacun des départements associés et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 9 : Le Conseil d'Administration censure ou approuve l'administration de l'Entente Interdépartementale, et notamment sur:

- 1 - Le projet de budget de l'Entente Interdépartementale,
- 2 - Les comptes du Président, ordonnateur de l'Entente Interdépartementale,
- 3 - L'acquisition, l'aliénation, l'échange, les constructions et grosses réparations, les baux et locations d'immeubles, les contrats et marchés,
- 4 - L'exercice des actions en justice,
- 5 - Les offres de concours,
- 6 - L'organisation administrative de l'Etablissement, les *créations d'emploi* et les conditions d'aptitude à exiger des candidats, la fixation des salaires et des allocations du personnel,
- 7 - Toutes questions qui lui sont soumises par le Président et se rapportant à l'objet de l'Entente Interdépartementale,
- 8 - *Le règlement intérieur de l'Entente.*

Chaque année, le Conseil d'Administration examine les comptes de l'exercice écoulé, les approuve et vote le budget de l'année suivante.

Il formule son avis sur les comptes du Payeur Départemental, agent comptable de l'Entente Interdépartementale.

Le Conseil d'Administration statue ou délibère sur l'acceptation ou le refus des dons et legs, conformément aux dispositions de la Loi du 4 Février 1901 et du Décret du 5 Novembre 1926.

Il peut renvoyer au Bureau le règlement de certaines affaires et lui conférer à cet effet une délégation dont il fixe les limites.

Article 10 : Les séances du Conseil d'Administration sont publiques.

Le Conseil peut décider, après un vote, de se réunir en séance privée sur un objet déterminé : tout vote sur cet objet devra intervenir en séance publique.

Article 11 : Les Préfets des Régions et Départements des départements intéressés, *ainsi que les Présidents des Conseils Régionaux intéressés* peuvent être invités aux séances du Conseil d'Administration.

Le chargé de Mission désigné par l'Etat pour la mise en oeuvre du programme d'aménagement de la Vallée du LOT, le Payeur Départemental, agent comptable de l'Entente Interdépartementale ou son représentant, les membres de la cellule administrative de coordination assistent aux séances du Conseil d'Administration.

Article 12: Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la moitié plus un de ses membres sont présents. Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, le Conseil est de nouveau convoqué dans un délai de quinze jours, et la réunion sera valable quel que soit le nombre des présents.

Article 13 : le Président dirige les délibérations. Avant de passer à l'ordre du jour, il fait lire le procès-verbal de la séance précédente ; en cas de réclamation –reconnue fondée– sur la rédaction du procès-verbal, mention en est faite au dit procès-verbal.

Article 14 : le Président assure la liberté des discussions et en maintient l'ordre. Il prononce la clôture des discussions après avoir consulté le Conseil, et met aux voix les propositions. La question préalable, la motion d'ajournement et les amendements sont soumis au vote avant la proposition principale.

TITRE III DU BUREAU

Article 15 : le Bureau est présidé par le Président de l'Entente élu par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article 6.

Il comprend en outre :

– 4 Vice-Présidents de l'Entente élus par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article 6.

– 10 Conseillers Généraux élus par le Conseil d'Administration de façon à ce que chaque Département soit représenté par 2 Conseillers Généraux.

Article 16 : en cas de vacance d'un siège, il est pourvu à son remplacement conformément aux dispositions de l'article 15 des présents statuts.

Article 17 : le Bureau se réunit sur convocation du Président ou à la demande de la moitié au moins de ses membres.

Article 18 : le Bureau délibère sur toutes les questions pour lesquelles il a reçu délégation du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés.

Les Membres du Bureau peuvent détenir une procuration émanant de collègues représentant le même département.

Les Membres de la cellule administrative de coordination assistent aux réunions du Bureau.

Le Bureau peut se faire assister d'experts représentant notamment les Administrations et Services Publics intéressés.

Il peut entendre toute personne qualifiée.

Il est dressé procès-verbal des délibérations du Bureau.

Article 19 : le Président rend compte des délibérations du bureau à la réunion suivante du Conseil d'Administration.

TITRE IV

DES COMMISSIONS

Article 20 : des Commissions spécialisées pourront être constituées, comprenant un Président et un Secrétaire.

Chaque département pourra être représenté au sein de chaque commission.

TITRE V

DES DIVERS MODES DE VOTATION

Article 21 : le Conseil d'Administration vote sur les questions soumises à ses délibérations de trois manières : à main levée, au scrutin public et au scrutin secret.

Cependant, aucune décision ne peut être prise contre la volonté exprimée par la majorité des délégués d'un département.

Article 22 : le vote à main levée est le mode de votation ordinaire.

Article 23 : les votes sont recueillis au scrutin secret toutes les fois que le sixième des membres le demande. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

La demande doit être faite par écrit et déposée entre les mains du Président. Les noms des signataires sont inscrits au procès-verbal de la séance.

Article 24 : les votes sur les nominations ont lieu au scrutin secret.

Les nominations ont lieu à la majorité absolue des présents aux deux premiers tours de scrutin. Au troisième tour, la majorité relative suffit. A égalité de suffrages, c'est le candidat le plus âgé qui est proclamé élu.

Article 25 : le résultat des votes est constaté par le Président et le Secrétaire. Le Président prononce, lorsqu'il a lieu, la clôture du scrutin et, dans tous les cas, les résultats du vote.

En cas de scrutin public, les noms des votants pour et contre sont inscrits au procès-verbal.

Article 26 : tout membre du Conseil d'Administration peut donner délégation de vote écrite à tout membre du Conseil d'Administration.

TITRE VI DU PRESIDENT

Article 27 : Outre celles définies aux titres précédents, le Président est chargé de fonctions d'administration:

1 - Il représente le Conseil d'Administration dans toutes les instances de justice et dans tous les actes de la vie civile;

2 - Il fixe la date et le lieu de chaque séance, adresse les convocations qui devront parvenir aux membres, accompagnées de l'ordre du jour et des documents huit jours au moins avant la réunion. Il invite les représentants de l'Administration ayant légalement entrée aux séances et tout fonctionnaire qu'il juge utile. Il convoque en tant que de besoin, toute personne qualifiée;

3 - Il assure le fonctionnement de l'Entente Interdépartementale. *Le Président est assisté pour mener à bien cette tâche d'un secrétariat et de la cellule administrative de coordination.*

Article 28 : Le Président est chargé de faire exécuter les décisions prises par le Conseil d'Administration ou le Bureau.

Il prépare notamment le budget et le fait exécuter.

Il nomme aux emplois créés par le conseil d'administration.

TITRE VII DU BUDGET ET DES INVESTISSEMENTS

Article 29 : 1 - Le projet de budget de l'établissement est préparé par le Président et présenté au Conseil d'Administration. Il est définitivement réglé par décret, s'il y a lieu, en exécution des dispositions du décret du 4 Novembre 1926.

2 - Le budget de l'Institution Interdépartementale comprend :

- En recettes:

a) La contribution des départements associés au fonctionnement de l'Entente. Cette contribution, dont la part entre chaque département est fixée à 20 %, est obligatoire pour lesdits départements, telles que les délibérations des Conseils Généraux l'ont déterminée.

b) Les produits de l'exploitation.

c) Le revenu des biens, meubles ou immeubles de l'Institution.

d) Les subventions qui lui sont attribuées.

e) Les prélèvements sur les fonds de réserve prévus ci-dessous en 4.

f) Le produit des emprunts.

g) Le produit des dons et legs.

h) Les ressources diverses.

- En dépenses :

- a) Les frais d'exploitation et d'entretien.
- c) Le loyer des immeubles nécessaires au fonctionnement de l'Institution.
- d) Les dépenses diverses.
- e) Les dettes exigibles.

3 - Le budget et les comptes de l'Institution sont adressés chaque année aux Conseils Généraux des départements associés.

4 - Il peut être constitué un fonds de réserve pour subvenir, s'il y a lieu, aux besoins exceptionnels de l'Institution.

5 - Le Président constate et liquide les droits de l'établissement. Il dresse et rend exécutoires les états de produits. Il est l'ordonnateur des dépenses de l'établissement.

6 - Le Payeur Départemental du département siège de l'établissement est chargé de la réalisation des recouvrements et des paiements.

Un agent spécial de l'établissement peut recevoir des avances pour lui permettre d'acquitter des dépenses courantes, dans les conditions prévues par l'article 144 du règlement d'administration publique du 12 Juillet 1893.

Article 30 : En matière d'investissements et d'études, les programmes seront définis et la charge sera répartie entre les départements sur proposition du Conseil d'Administration par délibérations concordantes des Conseils Généraux membres de l'Entente.

Article 31 : L'Entente Interdépartementale a la faculté d'emprunter pour assurer le financement des programmes d'investissements et d'études, après délibération concordante des Conseils Généraux membres de l'Entente.

TITRE VIII

DE LA CELLULE ADMINISTRATIVE DE COORDINATION ET DU COMITE TECHNIQUE

Article 32 : Il est institué sur délibération du Conseil d'Administration de l'Entente une cellule administrative de coordination chargée en particulier de la mise en oeuvre du programme d'aménagement de la Vallée du LOT et un Comité Technique dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont définies par le règlement intérieur de l'Entente approuvé par le Conseil d'Administration.

TITRE LX DES OBSERVATEURS

Article 33 : Le Président peut inviter aux réunions du Conseil d'Administration et du Bureau les représentants d'autres départements intéressés par les travaux de l'Entente Interdépartementale et toute personne qu'il juge nécessaire d'entendre.

TITRE X DIVERS

Article 34 : Les membres du conseil de l'Entente Interdépartementale, régulièrement convoqués à des séances du Conseil d'Administration ou du Bureau, ou envoyés en mission, recevront sur le budget de leurs départements respectifs des indemnités calculées sur les bases des indemnités de séjour et frais de déplacements aux taux retenus pour les sessions ordinaires du Conseil Général qui les a mandatés.

Article 35 : Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, il sera fait application des textes législatifs visés à l'article premier ainsi que la jurisprudence correspondante.

Article 36 : Les présents statuts arrêtés par le Conseil d'Administration dans sa séance du 30 JANV. 1996 ne pourront être modifiés qu'à la majorité des deux tiers.

Le Président de l'Entente,



Député exécutif par le Président de
l'Entente Interdépartementale
Pour le Président, par déléguation,
Le Chef du Service de la Gestion
Administrative et Financière



Etablissement public

LOZERE - AVEYRON - CANTAL - LOT
LOT-ET-GARONNE

Hôtel du Département - B.P. 291
46005 CAHORS CEDEX

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR

Article 1 : Le règlement intérieur est approuvé par le Conseil d'Administration.

Article 2 : Il peut être modifié sur décision du Conseil d'Administration à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

TITRE I
DE LA CELLULE ADMINISTRATIVE DE COORDINATION

Article 3 : Une cellule administrative de coordination est créée pour aider le bureau de l'Entente à mettre en oeuvre le programme d'aménagement de la Vallée du LOT.

Elle est composée :

- des Directeurs Généraux des 5 départements,
- du chargé de mission désigné par l'Etat,
- du Président du Comité Technique,
- du conseiller technique de l'Entente,
- des représentants désignés des Directeurs Généraux (1 par Département),
- des agents recrutés par l'Entente ou mis à sa disposition dans les Départements.

Article 4 : La cellule administrative est chargée d'assurer la coordination de l'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration et le Bureau, de veiller au respect des règlements régissant le fonctionnement d'un établissement public et de préparer aux côtés du Président les rapports présentés au Bureau ou au Conseil d'Administration.

De même elle propose au bureau de l'Entente les études à réaliser ainsi que les projets susceptibles d'être retenus dans le cadre du programme Vallée du LOT.

Article 5 : Elle se réunit une fois par mois à l'initiative de l'un des Directeurs Généraux et s'assure de la bonne exécution du programme Vallée du lot.

Article 6 : Elle fixe en collaboration avec les membres de cette structure, le calendrier de travail du mois suivant et rédige le compte-rendu des travaux du mois précédent.

Article 7 : Les convocations ainsi que les relevés de conclusions des réunions sont portés à la connaissance du Président du Conseil d'Administration de l'Entente.

Article 8 : Ces réunions sont présidées de droit par le Président du Conseil Général du Département d'accueil ou son représentant et en l'absence d' élu, par le Directeur Général assisté du chargé de mission de l'Etat.

Article 9 : Le Directeur Général des Services du Conseil Général du Département d'accueil :

- adresse les convocations,

- arrête l'ordre du jour de la réunion et transmet dans les meilleurs délais, le relevé de conclusions pour validation à ses Collègues et aux membres de droit. Une fois validé, le compte-rendu est transmis au Président du Conseil d'Administration de l'Entente.

Article 10 : Cette structure administrative, constituée de représentants par délégation des exécutifs départementaux, peut saisir pour avis le comité technique créé en application de l'article 32 des statuts.

Article 11 : Toutefois, ni cette structure administrative, ni le comité technique n'ont le pouvoir d'engager financièrement l'Entente et les départements membres de l'Entente.

Article 12 : Toute proposition faite au Conseil d'Administration de l'Entente doit recevoir au préalable l'aval du Président et du bureau de l'Entente.

Article 13 : Toute proposition faite au bureau de l'Entente doit au préalable être examinée par la structure administrative qui comprend en particulier les Directeurs Généraux des Services, le Représentant de l'Etat et le Président du Comité Technique.

TITRE II DU COMITE TECHNIQUE

Article 14 : Il est institué sur délibération du Conseil d'Administration de l'Entente un comité technique qui comprend :

- les Directeurs Généraux des Départements ou leur représentant,
- les Administrations de l'Etat,
- le Président de l'Association pour l'Aménagement de la Vallée du Lot,

d'autre part,

- sur invitation du Président du Comité Technique, toutes associations ou personnes, qualifiées en tant que de besoin.

Seront conviées au Comité Technique en fonction des matières étudiées les personnes suivantes :

a) en matière hydraulique :

- le Directeur de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne,
- le Délégué Régional de la Production et des Transports, et le Chef de Groupe de Production Hydraulique Massif-Central d'E.D.F.,
- les représentants des Fédérations de Pêche et de Pisciculture compétentes,
- les représentants des usiniers, producteurs autonomes d'électricité,
- les représentants des associations d'irrigants.

b) en matière de tourisme :

- les Présidents des Comités et des Offices Départementaux de Tourisme,
- les Secrétaires Généraux ou Directeurs des Comités et des Offices Départementaux de Tourisme,
- les représentants des Comités Régionaux de Tourisme,
- les représentants des Chambres d'Agriculture,
- les représentants des Chambres de Commerce et d'Industrie,
- les représentants des Syndicats Départementaux d'Hôteliers.

c) en matière d'environnement :

- le Directeur de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne,
- les représentants des Fédérations de Pêche et de Pisciculture,
- les C.A.U.E.

Article 15 : Le Comité Technique assure une mission de conseil dans la mise en oeuvre et le suivi des études demandées en vue de la réalisation du projet d'aménagement de la Vallée du LOT.

Le Comité Technique, en matière d'hydraulique, propose également au Bureau les consignes d'exploitation des barrages-réservoirs de l'Entente Interdépartementale, pour les diverses utilisations de l'eau.

D'une façon générale, le Comité Technique est consulté pour tout projet nécessitant d'avoir recours à des personnes spécialisées et qualifiées sur les problèmes techniques. Il travaille en relation étroite avec la cellule administrative de coordination et conseille à sa demande l'Entente Interdépartementale sur tous les problèmes techniques qui se posent à elle pour l'exercice de ses compétences.

Article 16 : Le Président du Comité Technique est désigné par le Conseil d'Administration de l'Entente Interdépartementale.

Article 17 : Le Secrétariat du Comité Technique est assuré par un Secrétaire de séance désigné en début de réunion et chargé d'établir les comptes-rendus des réunions.

Les comptes-rendus sont transmis à la cellule administrative de coordination.

Article 18 : Le Comité Technique se réunit sur convocation de son Président ou à la demande de la cellule administrative de coordination. L'ordre du jour est établi par le Président du Comité Technique en relation avec la cellule administrative dont il est membre de droit.

Les membres du Bureau peuvent se faire représenter aux séances de travail du Comité Technique. A cet effet, les dates et ordres du jour des réunions de cet organisme leur sont communiqués au moins 15 jours à l'avance.

Les missions hors GEMAPI conduites par l'Entente

L'Entente Vallée du Lot a privilégié un partenariat de proximité sur une réalité géographique qui est le Bassin versant du Lot. Elle agit sur ce territoire dans une dimension interdépartementale, interrégionale et se dirige progressivement vers l'international.

Elle ne s'est pas limitée aux missions « classiques » des EPTB, mais elle a étendu progressivement ses domaines d'intervention au développement économique, compte tenu de ses principaux atouts :

- Une capacité à définir, animer, coordonner et mettre en œuvre des stratégies d'aménagement et de développement.
- Une capacité à mobiliser des collectivités locales et coordonner un partenariat qui exerce la maîtrise d'ouvrage de travaux d'aménagement, nécessaire à cette échelle (navigabilité), en surmontant les découloissements administratifs.
- Une capacité à mobiliser des acteurs pour des actions communes contribuant aux changements des comportements face à la gestion de la ressource en eau.

L'association pour l'aménagement de la vallée du Lot, qui réunit l'ensemble des usagers de la vallée a toujours été très liée aux actions menées par l'Entente car il est très important de préserver ce lien avec les usagers. Ainsi donc, le Président de cette association, Monsieur Bernad, est également le Président des comités techniques de l'Entente qui ont pour mission d'étudier l'ensemble des sujets soumis au conseil d'administration

Actions et missions spécifiques qui ne relèvent pas de la GEMAPI :

- mise en œuvre du soutien des étiages (multi-usages de l'eau),
- mise en œuvre de démarches contractuelles interrégionales : charte interrégionale « Vallée du Lot » (dans le cadre du CPIER Vallée du Lot), candidature à des appels à projets nationaux et européens dans le domaine de tourisme,
- réalisation d'études à finalité touristique,
- réalisation d'actions de promotion...

Quelques exemples de mission...

- Un soutien des étiages au service du multi-usages :

Le Lot est une rivière qui connaît de sévères étiages (4 m³/s), depuis 1989, l'Entente interdépartementale du bassin du Lot assure, grâce à une convention signée avec EDF concessionnaire, en amont, des grands barrages de la Truyère, la réalimentation du Lot du 1^{er} juillet au 30 septembre, voire au 30 octobre quand cela s'avère nécessaire.

Ce soutien d'étiage du Lot domaniaal doit assurer tous les enjeux suivants :

- Le maintien de la qualité de l'eau avec le respect des débits d'objectifs d'étiage fixés par le SDAGE Adour Garonne,
- Les prélèvements pour l'eau potable
- Les prélèvements pour l'eau industrielle,
- les prélèvements nécessaires à l'irrigation,
- La pratique continue de la navigation fluviale,
- La pratique du canoë et des autres activités nautiques.

Même pendant les années les plus sèches, le soutien des étiages a permis d'assurer sur le Lot tous les enjeux précités.

Il convient également de souligner que pendant toute la période d'étiage, l'Entente assure avec l'ensemble des usagers (chambres d'agricultures, loueurs de bateaux...) un suivi régulier lui permettant d'anticiper les besoins et répondre ainsi à toutes les problématiques.

Enfin, ce dispositif sécurise 13 519 ha irrigués et un produit agricole d'environ 50 M d'€ (soit 13 % de la valeur ajoutée agricole totale produite sur à peine 2% de la SAU totale) et donc les emplois qui y sont directement ou indirectement liés. La sécurisation de l'irrigation permet le « maintien » d'exploitations productrices de valeur ajoutée de taille « réduite » en termes de SAU ce qui n'est pas neutre en terme d'aménagement du territoire.

- Reconquête de la qualité des eaux :

Seule une rivière en bonne santé peut être vecteur de développement. L'eau et les espaces naturels sont des éléments d'attractivité qu'il faut protéger, valoriser et entretenir.

Le Bassin versant est le territoire pertinent pour la gestion intégrée de la ressource en eau, celui où se posent les problèmes et celui où ils peuvent être résolus par consensus avec les acteurs de l'eau et de l'aménagement du territoire.

C'est sur le bassin du Lot qu'ont été engagés, bien avant la directive européenne sur les baignades, les actions de lutte contre la pollution bactériologique (1970 opération Lot rivière claire). L'ensemble des acteurs du bassin ont fait de « l'objectif baignade » une priorité d'action.

L'Entente a participé à la mise en œuvre d'un suivi coordonné de la qualité microbiologique des eaux du Lot, des programmes d'aides financières ont été mis en place avec l'Agence de l'eau Adour Garonne afin d'aider les collectivités à mettre en place des dispositifs performants de traitement des eaux...

Avec 64% des masses d'eau en bon état, le bassin du Lot arrive aujourd'hui en tête sur Adour Garonne.

- Démarche « Vivez le Lot Culture Nature » :

Ce concept, tout à fait innovant vise à faire découvrir les patrimoines naturels et culturels sur un itinéraire fluvial à travers la pratique des sports nature et autres formes d'itinérances si elles sont respectueuses de l'environnement.

Au-delà de la découverte du patrimoine par la pratique des sports nature, il s'agit aussi de développer la **mise en réseau des acteurs** (prestataires économiques, collectivités, habitants) sur l'ensemble du linéaire. Cette mise en réseau peut être thématique comme territoriale, elle doit créer plus de liens entre « les valléens » en revendiquant leur appartenance à ce territoire.

Le principe :

- Découvrir un cours d'eau à travers la pratique de sports nature
- Disposer d'un référentiel qui garantit la qualité et la diversité des pratiques et des prestations
- Construire le projet dans une logique de réseau dans la vallée (interaction entre les activités)
- Construction du projet sur une base de volontariat des collectivités et des prestataires (il faut avoir envie et respecter les critères de qualité)
- Associer la population au montage du projet

Les objectifs :

- Une découverte du patrimoine naturel, culturel et gastronomique par la pratique des sports nature et positionner la vallée du Lot en tant que référence pour la pratique des sports nature
- Disposer de sites de pratique idéaux qui motivent les passionnés et font de nouveaux adeptes
- **Créer une symbiose entre la rivière, ses habitants et ses visiteurs**
- Mettre en réseau les pratiquants, prestataires et habitants
- Construire une « dynamique d'offres touristiques » qui facilite mutualisation, économie d'échelle et gain de performance économique
- Favoriser l'activité touristique hors des périodes 10 juillet / 20 Août

Une gouvernance novatrice basée sur la concertation et la complémentarité de deux structures:

La démarche spécifique « Vallée du Lot » qui se poursuit depuis 1969 dans la logique de « gestion intégrée de vallée » s'appuie sur deux structures complémentaires travaillant en parfaite synergie :

1) L'association pour l'aménagement de la vallée du Lot (créée en 1969) représentant les élus, les socio-professionnels du bassin du Lot (hydroélectriciens, loueurs de bateaux, chambres consulaires, offices de tourisme...). Elle constituait, jusqu'à sa dissolution le 26 octobre dernier un véritable « parlement de l'eau » à l'échelle du bassin versant.

2) L'Entente interdépartementale du bassin du Lot, créée en 1980, par les 5 conseils généraux traversés par la rivière (Lozère, Aveyron, Cantal, Lot et Lot et Garonne) et reconnue par l'Etat « Etablissement Public Territorial de Bassin ». A ce titre elle assure des missions spécifiques sur la protection et la valorisation de la ressource en eau, la prévention des inondations tout en poursuivant ces objectifs de développement et d'aménagement du territoire.

PAPI d'intention et PAPI complet

Dans le cadre de sa compétence « inondation » et notamment de ses missions relatives à l'article II de ses statuts, l'Entente Lot a élaboré, en 2009, un Schéma de Cohérence pour la Prévention des Inondations (SCPI) à l'échelle de l'ensemble du bassin du Lot.

Ce schéma a permis de réaliser un premier travail visant à décrire le comportement des crues à l'échelle du bassin du Lot, et ainsi définir les zones les plus sensibles et les enjeux associés.

De manière à inscrire ce travail dans un cadre plus opérationnel, l'Entente Lot est aujourd'hui porteur d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'Intention. Ce programme est un outil de contractualisation entre l'État et les collectivités, ayant pour but de réduire les conséquences dommageables des inondations sur les personnes et les biens.

Il propose aux porteurs de projet sept axes de travail, ces derniers brossant un large panel de thématiques, allant de la communication sur le risque, aux travaux sur les ouvrages de protection hydraulique.

Les PAPI se définissent comme des programmes de gestion intégrée du risque inondation à l'échelle d'un bassin de risque cohérent (prise en compte des incidences amont/aval). Ces derniers permettent aux maîtres d'ouvrage de bénéficier du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM), aussi appelé Fonds Barnier.

L'Entente Lot a pour mission, courant 2015, de réaliser l'ensemble des actions inscrites au PAPI d'Intention. In fine, l'objectif est l'élaboration d'un dossier PAPI Complet, comprenant un plan d'actions sur cinq ans et intégrant notamment les besoins en travaux.

À ce titre, un programme de concertation doit être mis en œuvre, de manière à ce que l'Entente Lot se fasse le relais des collectivités et de l'ensemble des acteurs pour constituer un dossier PAPI Complet prenant en compte l'ensemble des besoins à l'échelle du bassin du Lot.

Pour la mise en œuvre des actions inscrites au PAPI d'Intention, la maîtrise d'ouvrage de ces dernières a été structurée suivant le principe suivant :

- Actions mises en œuvre à l'échelle des grands tronçons hydrographiques du Lot ou affluents pilotées par les structures de bassin (Syndicats Mixtes, Entente Lot) ;
- Actions mises en œuvre à l'échelle communale, pilotées par les communes ou EPCI correspondants ;
- Actions mises en œuvre à l'échelle de l'ensemble du bassin du Lot, pilotées par l'Entente Lot.

Cette répartition des maîtrises d'ouvrage permet :

- une prise en compte des besoins locaux ;
- une prise en compte des besoins à grande échelle ;
- un renforcement de la cohérence de bassin à l'échelle de l'ensemble du programme.

L'Entente est maître d'ouvrage de l'étude portant sur l'identification des Zones d'Expansion de Crues (ZEC). La mise en œuvre des préconisations issues de cette démarche est une illustration parfaite du positionnement et du rôle que peut avoir un EPTB notamment au regard du principe de solidarité amont-aval.

En effet, des questions très concrètes se posent sur ces ZEC qui bénéficieront en priorité aux communes de l'aval :

- qui sera maître d'ouvrage de ces ZEC, seul l'EPTB apparaît comme un choix pertinent,
- qui assurera les indemnisations des propriétaires et l'entretien des zones ?
- comment sera réparti le coût ? Comment jouera la solidarité amont-aval ?